persistance cepté dans mbattre le re. J'avais teusement rable nauless, as you

inistration rber toute tion.

HER.

gouverneus rendre côté de la député de cernement tifié, d'un nom de était son s ses éleccréée en s revenus situation t énergila de désont pas

rnement es praticher les

finance, Shehyn rnement blir luipassif à \$18,233,853.34 et continuait sur ce ton: "Que cette Chambre regrette que l'administration Ross-Taillon ait, en augmentant ainsi la dette publique au lieu de la diminuer, rendu nécessaire l'imposition de la taxe directe, etc., et proteste contre cette énorme augmentation des obligations et de la dette de la province."

M. Mercier escalada le pouvoir et s'y maintint pendant

cinq ans.

Que s'est-il passé pendant cette période de désastres financiers, de honte et d'humiliations nationales? L'Honorable Trésorier libéral s'est chargé de nous le dire en quelques chiffres d'une éloquence brutale dans leur laconisme.

M. Shehyn fixait la dette totale en 1887, à \$22,143,447.65 exigeant un déboursé de \$1,100,153 pour le service des intérêts. En Déc. 1891 cette dette s'élevait à \$35,849,230.18 et

L'ADMINISTRATION LIBERALE NOUS COUTAIT \$4,446,539.00!!!

pendant que nos dépenses ordinaires s'élevaient, le 30 juin

1886, à \$3,288,797.78.

Oui, le parti conservateur arrivait au pouvoir à la fin de décembre 1891, et le trésorier d'alors, M. Hall, celui-là même que nos adversaires citent comme une autorité dont ils invoquent aujourd'hui avec persistance les opinions, M. Hall fixait à ce moment à \$35,849,230.18 les obligations de la Province y compris \$6,052,036.89 de subsides de chemins de fer votés sous M. Mercier, mais non encore gagnés. La dépense ordinaire s'élevait au chiffre effrayant de \$4,446,539.

En 1896, nous administrons la province, avec \$4,099,707, dont il n'est que juste de soustraire l'augmentation du ser-

vice de la dette que les libéraux ont créée.

Nous avons donc, après avoir pris la dépense ordinaire à \$4,446,539, réduit celle-ei à \$4,099,707, une diminution de \$357,000. Si, à ce chiffre, on ajoute le montant des intérêts dont nous ne sommes pas responsables, et qui s'élèvent à \$450,000, on trouve que nous administrons, en réalité, avec \$800,000 de moins que nos prédécesseurs.

Et c'est en présence d'un semblable résultat que nos adversaires ont l'audace de nous reprocher de ne rien faire.